

d'agrément d'une AIPL prise par le Ministre entraînent de plein droit le refus, la suspension ou le retrait d'agrément pour réaliser des tests de discrimination à la demande de l'Administration.

Art. 8. § 1^{er}. Le Ministre peut retirer ou suspendre l'agrément pour réaliser des tests de discrimination à la demande de l'Administration d'une personne morale visée à l'article 2 ou d'une AIPL agréée conformément aux articles 4 et 5 de l'arrêté du 7 juillet 2016 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'octroi de subsides au bénéfice d'associations œuvrant à l'insertion par le logement :

1° lorsque celle-ci ne respecte pas ou plus les dispositions du Code ou du présent arrêté ;

2° lorsqu'elle commet des manquements graves dans l'exercice de ses activités de nature à compromettre la réalisation des missions confiées par l'Administration ;

§ 2. Le Ministre peut refuser de renouveler l'agrément d'une personne morale ;

§ 3. Préalablement au retrait, à la suspension ou au non-renouvellement de l'agrément, le Ministre informe par courrier, la personne morale ou l'AIPL concernée des motifs soutenant la décision.

Dans les quinze jours qui suivent la notification de ce courrier, la personne morale ou l'AIPL peut faire valoir ses arguments par écrit et/ou informer le Ministre de sa volonté d'être entendue par celui-ci ou par son représentant ou par le fonctionnaire dirigeant de l'Administration lorsque le Ministre lui délègue cette mission.

Le retrait ou la suspension de l'agrément est notifié(e), par lettre recommandée, à la personne morale ou l'AIPL, moyennant un préavis de trois mois.

Art. 9. Toute décision de refus, de non-renouvellement, de suspension ou de retrait d'agrément peut faire l'objet d'un recours motivé auprès du Gouvernement.

Ce recours est introduit, au plus tard dans les trois mois qui suivent le jour de la notification de la décision contestée ou, en l'absence de notification, du jour qui suit l'échéance du délai prévu à l'article 4, alinéa 2 du présent arrêté, par envoi recommandé contre accusé de réception adressé au Gouvernement.

Le recours introduit contre une suspension ou un retrait d'agrément est suspensif.

Le Gouvernement notifie sa décision sur le recours dans les quatre mois de sa réception.

Art. 10. L'Administration contrôle les modalités d'application du présent arrêté. Dans ce cadre, elle peut se faire remettre toute pièce nécessaire à l'exercice de ce contrôle.

Art. 11. L'Administration transmet chaque année au Gouvernement un rapport des tests de discrimination.

Art. 12. Le Ministre ayant le logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 juin 2023.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du Biculturel d'intérêt régional,

R. VERVOORT

opschorting of intrekking van de erkenning van een VIH, van rechtswege tot de weigering, opschorting of intrekking van de erkenning om op verzoek van het Bestuur discriminatietesten uit te voeren.

Art. 8. § 1. Om op verzoek van het Bestuur discriminatietesten uit te voeren, kan de Minister de erkenning intrekken of opschorten van een in artikel 2 bedoelde rechtspersoon of van een VIH die erkend is overeenkomstig artikelen 4 en 5 van het besluit van 7 juli 2016 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de toekenning van subsidies aan verenigingen die ijveren voor de integratie via de huisvesting:

1° Wanneer deze de bepalingen van de Code of van dit besluit niet of niet langer naleeft;

2° Wanneer deze bij de uitoefening van de activiteit ernstige nalatigheden begaat die de uitvoering van de door het Bestuur toevertrouwde opdrachten in gevaar brengen;

§ 2. De Minister kan de verlenging van een erkenning van een rechtspersoon weigeren;

§ 3. Voorafgaand aan de intrekking, opschorting of niet-verlenging van de erkenning stelt de Minister de betrokken rechtspersoon of VIH per brief in kennis van de redenen voor zijn beslissing.

Binnen de vijftien dagen die volgen op de kennisgeving van deze brief, kan de rechtspersoon of VIH zijn argumenten schriftelijk meedelen en/of aan de Minister zijn wens meedelen om door hem gehoord te worden door de Minister, zijn vertegenwoordiger of de leidend ambtenaar van het Bestuur aan wie de Minister deze opdracht toevertrouwt.

De intrekking of opschorting van de erkenning wordt per aangetekend schrijven meegedeeld aan de rechtspersoon of de VIH, met een opzegtermijn van drie maanden.

Art. 9. Tegen elke beslissing tot weigering, niet-verlenging, opschorting of intrekking van een erkenning kan een gemotiveerd beroep worden ingesteld bij de Regering.

Dit beroep wordt uiterlijk binnen de drie maanden na de dag van kennisgeving van de betwiste beslissing of, bij gebreke van kennisgeving, na de dag die volgt op het verstrijken van de in artikel 4, lid 2 van dit besluit bepaalde termijn, per aangetekende schrijven met ontvangstbewijs bij de Regering ingediend.

Het ingestelde beroep tegen een opschorting of intrekking van een erkenning heeft een opschortende werking.

De Regering maakt haar beslissing over het beroep binnen de vier maanden na de ontvangst ervan bekend.

Art. 10. Het Bestuur ziet toe op de toepassingsmodaliteiten van dit besluit. Daartoe kan het Bestuur elk bewijsstuk opvragen dat voor de uitoefening van deze controle nodig is.

Art. 11. Het Bestuur overhandigt de Regering elk jaar een verslag van de discriminatietesten.

Art. 12. De Minister bevoegd voor Huisvesting wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 juni 2023.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Territoriale Ontwikkeling en Stadsvernieuwing, Toerisme, de promotie van het Imago van Brussel en Biculturele zaken van gewestelijk belang,

R. VERVOORT

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2023/45404]

14 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant mise en vigueur partielle de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} décembre 2022 fixant la méthode de contrôle et les conditions de mesure de bruit

RAPPORT AU GOUVERNEMENT DE LA REGION BRUXELLES-CAPITALE

A l'attention des membres du Gouvernement,

Le présent rapport au Gouvernement tend à exposer la portée et les implications concrètes du présent arrêté.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2023/45404]

14 SEPTEMBER 2023. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende gedeeltelijke inwerkingtreding van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 december 2022 tot vaststelling van de controlemethode en omstandigheden voor geluidsmetingen

VERSLAG AAN DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING

Ter attentie van de leden van de Regering,

In dit verslag aan de Regering worden de reikwijdte en de concrete gevolgen van dit besluit uiteengezet.

Le 13 juin 2023, le Tribunal de première instance francophone de Bruxelles rendait une ordonnance dans le cadre d'une action en cessation environnementale introduite par la Région de Bruxelles-Capitale à l'encontre de l'Etat belge en raison des nuisances sonores générées par le survol aérien de Bruxelles (affaire inscrite sous le numéro de rôle 218/4372/A).

Cette ordonnance interdit à nouveau, sous peine d'astreinte, à l'Etat belge d'exploiter la route aérienne du Canal, la route aérienne du Ring et la route utilisée pour les atterrissages sur la piste 01 en ce que pareille exploitation générerait, pour la période allant de 23h à 7h, une augmentation des infractions aux normes de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mai 1999 relatif à la lutte contre le bruit généré par le trafic aérien, au regard des infractions constatées pour le même mois durant l'année civile 2017. Cette mesure d'interdiction est prononcée au provisoire, dans l'attente d'une décision au fond.

L'ordonnance précitée prévoit cependant qu'en cas d'infraction, l'astreinte ne sera due à la Région de Bruxelles-Capitale qu'à condition que le sonomètre ayant enregistré l'infraction ait été étalonné-ajusté de manière hebdomadaire et ce, tant que l'article 3, alinéa 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mai 1999 relatif à la lutte contre le bruit généré par le trafic aérien sera en vigueur.

Il apparaît cependant qu'un étalonnage-ajustage hebdomadaire des sonomètres nécessiterait des effectifs et un travail administratif conséquent, ce qui n'est pas réalisable en pratique. L'exigence reprise à l'article 3 de l'arrêté « bruit des avions » a donc été interprétée – de façon raisonnable – par Bruxelles-Environnement comme une exigence de vérification.

A la lumière de ces éléments, le présent arrêté vise à faire entrer partiellement en vigueur l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} décembre 2022 fixant la méthode de contrôle et les conditions de mesure de bruit, lequel n'impose pas d'étalonnage-ajustage hebdomadaire des sonomètres. Cet arrêté a été publié au *Moniteur belge* du 20 janvier 2023, mais son entrée en vigueur est subordonnée à un arrêté du Gouvernement (cfr. art. 25).

Ceci ne signifie pas que plus aucun étalonnage-ajustage n'aura lieu. Alors qu'il est annuel en région flamande et semestriel en région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale procédera, en guise de bonne pratique, à un étalonnage-ajustage régulier des sonomètres. Par ailleurs, l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} décembre 2022 prévoit que l'appareil de mesure et le calibre acoustique doivent être contrôlés par rapport aux spécifications des normes en vigueur au moins tous les deux ans par un organisme agréé qui délivre une preuve écrite de contrôle et son article 11 prévoit l'obligation de calibrer l'appareil de mesure au début des mesures avec un calibre acoustique et il maintient l'obligation de vérifier hebdomadairement le bon fonctionnement de l'appareil de mesure, pour les mesures d'une durée supérieure à sept jours. La fiabilité des mesures de bruits reste donc garantie.

Le présent arrêté se limite donc à fixer l'entrée en vigueur des articles 9, 11, 12, 14, 15, 17 et 18 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} décembre 2022 fixant la méthode de contrôle et les conditions de mesure de bruit. En effet, il apparaît qu'une entrée en vigueur totale dudit arrêté serait prématurée à ce stade et n'est pas nécessaire pour satisfaire à l'ordonnance précitée.

Il est par ailleurs explicitement précisé que l'entrée en vigueur des articles 9, 11, 12, 14, 15, 17 et 18 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} décembre 2022 fixant la méthode de contrôle et les conditions de mesure de bruit, n'entraîne pas l'abrogation ni implicite ni a fortiori explicite de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2002 fixant la méthode de contrôle et les conditions de mesure de bruit, qui reste donc d'application pour le surplus, notamment dans le cadre de l'application de :

- L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2002 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage ;
- L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2002 relatif à la lutte contre le bruit et les vibrations générés par les installations classées ;
- L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 fixant les conditions de diffusion du son amplifié dans les établissements ouverts au public.

Op 13 juni 2023 heeft de Franstalige rechtbank van eerste aanleg van Brussel een beschikking gegeven in het kader van een milieustakingsvordering die door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest werd ingesteld tegen de Belgische Staat wegens de geluidshinder veroorzaakt door het overvliegen van Brussel (zaak met rolnummer 218/4372/A).

In die beschikking wordt het de Belgische Staat opnieuw verboden, op straffe van een dwangsom, de Kanaalroute, de Ringroute en de aanvliegroute voor landingen op baan 01 te gebruiken, voor zover dat gebruik in de periode van 23.00 uur tot 7.00 uur een toename van de overtredingen van de normen van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 mei 1999 betreffende de bestrijding van de geluidshinder voortgebracht door het luchtverkeer zou veroorzaken ten opzichte van de overtredingen die werden vastgesteld voor dezelfde maand in het kalenderjaar 2017. Die verbodsmaatregel is voorlopig uitgesproken in afwachting van een beslissing ten gronde.

In de voornoemde beschikking is echter bepaald dat in het geval van een overtreding de dwangsom slechts aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is verschuldigd op voorwaarde dat de geluidsniveaumeter waarmee de overtreding werd geregistreerd, wekelijks werd geijkt/afgesteld en dat zolang artikel 3, tweede lid, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 mei 1999 betreffende de bestrijding van geluidshinder voortgebracht door het luchtverkeer van kracht is.

Het blijkt echter dat het wekelijks ijken/afstellen van de geluidsniveaumeters personeel en veel administratief werk zou vergen, wat in de praktijk niet haalbaar is. De verplichting vermeld in artikel 3 van het besluit Vliegtuiglawaai werd door Leefmilieu Brussel dan ook - redelijkerwijze - geïnterpreteerd als een verificatieverplichting.

In het licht van die elementen strekt dit besluit tot de gedeeltelijke inwerkingtreding van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 december 2022 tot vaststelling van de controlemethode en omstandigheden voor geluidsmetingen, waarbij geen wekelijkse ijking/afstelling van de geluidsniveaumeters wordt opgelegd. Dat besluit werd gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 20 januari 2023, maar de inwerkingtreding ervan is afhankelijk van een regeringsbesluit (cf. artikel 25).

Dat betekent niet dat er geen ijking/afstelling meer zal plaatsvinden. Terwijl het in het Vlaamse Gewest jaarlijks gebeurt en in het Waalse Gewest om de zes maanden, zal het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bij wijze van goede praktijk, zijn geluidsniveaumeters regelmatig ijken/afstellen. Voorts is in artikel 9 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 december 2022 tot vaststelling van de controlemethode en omstandigheden voor geluidsmetingen bepaald dat het meettoestel en de akoestische ijkbron ten minste om de twee jaar moeten worden gecontroleerd, volgens de specificaties van de geldende normen, door een erkend organisme, dat een schriftelijk controlebewijs moet afleveren, en is in artikel 11 de verplichting opgenomen om bij het begin van de metingen het meettoestel met behulp van een akoestische ijkbron te ijken, en is de verplichting gehandhaafd om de goede werking van het meettoestel wekelijks te controleren voor de metingen die langer dan zeven dagen duren. De betrouwbaarheid van de geluidsmetingen blijft dus gewaarborgd.

Dit besluit is dus beperkt tot het vaststellen van de inwerkingtreding van de artikelen 9, 11, 12, 14, 15, 17 en 18 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 december 2022 tot vaststelling van de controlemethode en omstandigheden voor geluidsmetingen. Het blijkt immers dat een volledige inwerkingtreding van het voormelde besluit in dit stadium voorbarig zou zijn en niet noodzakelijk is om aan de voornoemde beschikking te voldoen.

Er wordt overigens uitdrukkelijk gespecificeerd dat de inwerkingtreding van de artikelen 9, 11, 12, 14, 15, 17 en 18 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 december 2022 tot vaststelling van de controlemethode en omstandigheden voor geluidsmetingen niet leidt tot de impliciete of a fortiori expliciete opheffing van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 november 2002 tot vaststelling van de controlemethode en omstandigheden voor geluidsmetingen, dat dus voor het overige van toepassing blijft, met name in het kader van de toepassing van:

- het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 november 2002 betreffende de strijd tegen het buurlawaai;
- het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 november 2002 betreffende de strijd tegen de geluids- en trillingshinder voortgebracht door de ingedeelde inrichtingen;
- het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de voorwaarden voor het verspreiden van versterkt geluid in voor publiek toegankelijke inrichtingen.

Ce projet a été soumis pour avis au Conseil d'Etat car le présent arrêté est considéré, selon certaines sources, comme un acte de nature réglementaire.

Pour information du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale,
Le Ministre-Président,
R. VERVOORT

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

14 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant mise en vigueur partielle de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} décembre 2022 fixant la méthode de contrôle et les conditions de mesure de bruit

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20 ;

Vu la loi spéciale relative aux Institutions bruxelloises du 12 janvier 1989, l'article 8 ;

Vu le Code du 25 mars 1999 de l'inspection, la prévention, la constatation et la répression des infractions en matière d'environnement et de la responsabilité environnementale, les articles 9, 13, 14 et 15 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mai 1999 relatif à la lutte contre le bruit généré par le trafic aérien ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 fixant les conditions de diffusion du son amplifié dans les établissements ouverts au public ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2002 fixant la méthode de contrôle et les conditions de mesure de bruit ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} décembre 2022 fixant la méthode de contrôle et les conditions de mesure de bruit, notamment son article 25 ;

Vu la communication à la Commission Européenne, le 17 mai 2022, en application de l'article 5, alinéa 1, de la directive 2015/1535/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances rendu en date du 14/07/2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget rendu le 20/07/2023.

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, prorogé de 15 jours, adressée au Conseil d'Etat le 24 juillet 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Entrent en vigueur les articles 9, 11, 12, 14, 15, 17 et 18 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} décembre 2022 fixant la méthode de contrôle et les conditions de mesure de bruit.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Dit ontwerp werd voor advies voorgelegd aan de Raad van State omdat dit besluit volgens bepaalde bronnen als een regelgevende handeling wordt beschouwd.

Ter informatie van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
De Minister-President,
R. VERVOORT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

14 SEPTEMBER 2023. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende gedeeltelijke inwerkingtreding van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 december 2022 tot vaststelling van de controlemethode en omstandigheden voor geluidsmetingen

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, artikel 8;

Gelet op het Wetboek van 25 maart 1999 van inspectie, preventie, vaststelling en bestraffing van milieumisdrijven, en milieuaansprakelijkheid, de artikelen 9, 13, 14 en 15;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 mei 1999 betreffende de bestrijding van geluidshinder voortgebracht door het luchtverkeer;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de voorwaarden voor het verspreiden van versterkt geluid in voor publiek toegankelijke inrichtingen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 november 2002 tot vaststelling van de controlemethode en omstandigheden voor geluidsmetingen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 december 2022 tot vaststelling van de controlemethode en omstandigheden voor geluidsmetingen;

Gelet op de mededeling aan de Europese Commissie, op 17 mei 2022, met toepassing van artikel 5, lid 1, van richtlijn 2015/1535/EU van het Europees Parlement en de Raad van 9 september 2015 betreffende een informatieprocedure op het gebied van technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën uitgebracht op 14/07/2023;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting uitgebracht op 20/07/2023.

Gelet op de adviesaanvraag binnen 30 dagen, verlengd met 15 dagen, die op 24 juli 2023 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voordracht van de minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Treden in werking de artikelen 9, 11, 12, 14, 15, 17 en 18 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 december 2022 tot vaststelling van de controlemethode en omstandigheden voor geluidsmetingen.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 septembre 2023.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du biculturel d'intérêt régional

R. VERVOORT

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Energie et de la Démocratie participative

A. MARON

Art. 3. De minister van Leefmilieu wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 september 2023.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

De minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Territoriale Ontwikkeling en Stadsvernieuwing, Toerisme, de Promotie van het Imago van Brussel en Biculturele Zaken van Gewestelijk Belang

R. VERVOORT

De minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie

A. MARON

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2023/45401]

14 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune fixant la situation administrative et les droits individuels pécuniaires des membres du personnel de l'asbl CDCS-CMDC en cas d'intégration au sein des Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune

Le Collège réuni de la Commission communautaire commune,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, article 79, § 1^{er} ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 mai 2023;

Vu l'accord des Membres du Collège réuni compétents pour le Budget, donné le 31 mai 2023;

Vu l'accord des Membres du Collège réuni, compétents pour la Fonction publique, donné le 31 mai 2023;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du projet d'acte réglementaire sur la situation respective des hommes et des femmes, effectué le 31 mai 2023 en application de l'article 3, 2^o, de l'ordonnance du 16 mai 2014 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Commission communautaire commune ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du projet d'acte réglementaire sur la situation des personnes handicapées, effectué le 31 mai 2023 en application de l'article 4, § 3, de l'ordonnance du 23 décembre 2016 portant intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Commission communautaire commune ;

Vu le protocole d'accord n^o 2023/03 du Comité de Secteur XV du 30 juin 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours prorogé de quinze jours, adressée au Conseil d'État le 11 juillet 2023, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition des Membres du Collège réuni, compétents pour la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I — Disposition générale

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux membres du personnel transférés aux Services du Collège réuni au 1^{er} janvier 2023 après la fusion au sens du code des sociétés et des associations avec l'association sans but lucratif Centre de documentation et de coordination sociales - Centrum voor Maatschappelijke Documentatie en Coördinatie et repris dans le tableau annexé au présent arrêté.

CHAPITRE II — Définitions

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o « CDCS » : l'association sans but lucratif Centre de documentation et de coordination sociales - Centrum voor Maatschappelijke Documentatie en Coördinatie.

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD

[C - 2023/45401]

14 SEPTEMBER 2023. — Besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de administratieve toestand en de individuele geldelijke rechten van de personeelsleden van de vzw CMDC-CDCS bij integratie binnen de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie

Het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 'betreffende de Brusselse instellingen', artikel 79, § 1;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 11 mei 2023;

Gelet op het akkoord van de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor Begroting, gegeven op 31 mei 2023;

Gelet op het akkoord van de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor Openbaar Ambt, gegeven op 31 mei 2023;

Gelet op het evaluatieverslag van het reglementair ontwerp op de respectievelijke situatie van vrouwen en mannen, uitgevoerd op 31 mei 2023, met toepassing van artikel 3, 2^o, van de ordonnantie van 16 mei 2014 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ;

Gelet op evaluatieverslag van het ontwerp van regelgevende akten op de situatie van personen met een handicap, uitgevoerd op 31 mei 2023 met toepassing van art. 4, § 3 van de ordonnantie van 23 december 2016 houdende integratie van de handicapdimensie in de beleidslijnen van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

Gelet op het protocolakkoord nr. 2023/03 van het Sectorcomité XV van 30 juni 2023 ;

Gelet op de adviesaanvraag binnen dertig dagen verlengd met vijftien dagen, die op 11 juli 2023 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de leden van het Verenigd College, bevoegd voor het Openbaar Ambt;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I — Algemene bepaling

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de personeelsleden die op 1 januari 2023 in navolging van de fusie in de zin van het wetboek van vennootschappen en verenigingen met de Vereniging zonder winstoogmerk Centre de Documentation et de Coördination Sociales - Centrum voor Maatschappelijke Documentatie en Coördinatie overgedragen zijn naar de Diensten van het Verenigd College en die zijn opgenomen in de tabel gevoegd als bijlage bij dit besluit.

HOOFDSTUK II : — Definities

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder:

1^o "CMDC": de Vereniging zonder winstoogmerk Centre de Documentation et de Coördination Sociales - Centrum voor Maatschappelijke Documentatie en Coördinatie.